

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Oskar-Lafontaine-Que-pouvons-nous-apprendre-du-chantage-au-gouvernement-de-Syriza>

Oskar Lafontaine : « Que pouvons nous apprendre du chantage au gouvernement de Syriza ? »

- Empire et Résistance - Union Européenne -
Date de mise en ligne : dimanche 23 août 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Beaucoup de personnes en Europe ont reçu l'élection d'Alexis Tsipras comme Premier ministre de la Grèce comme une nouvelle encourageante. Quand le président de Syriza, après des semaines de négociations épuisantes a signé le dictat des coupes budgétaires, la déception a été, de la même manière, très grande. Il serait injuste et arrogant de désigner Alexis Tsipras et Syriza avec le doigt accusateur de la morale. Bien meilleur serait de réfléchir au sein de la gauche européenne sous quelles conditions il est possible aujourd'hui en Europe de faire une politique démocratique et sociale c'est-à-dire de gauche.

Nous avons appris une chose : Tant que la supposée indépendante et apolitique *Banque Centrale Européenne* peut fermer le robinet de l'argent à un gouvernement de gauche, une politique qui s'oriente vers des principes démocratiques et sociaux sera impossible. L'ex-banquier d'investissement Mario Draghi n'est pas indépendant et apolitique. Il travaillait pour la *Goldman Sachs*, au moment où cette banque de *Wall Street* a aidé la Grèce à fausser les bilans de sa comptabilité. Ce fut ainsi qu'a été rendu possible l'entrée de la Grèce dans la zone euro.

Ces derniers mois beaucoup d'articles d'opinion se sont occupés de savoir si la drachme devrait être à nouveau introduite. Cela ne sert à rien et c'est une base erronée de réduire le débat à cette question. Pas seulement en Grèce, mais dans tout le sud de l'Europe, le chômage des jeunes est insupportable et chacun des pays qui fait partie de la zone euro est en train d'être désindustrialisé. Une Europe dans laquelle la jeunesse n'a pas d'avenir est en danger de décomposition et de devenir le butin de ses forces nationalistes d'extrême droite renouvelées.

Le retour au système monétaire européen

La question, pour tout cela, ne peut pas être pour nous : « *drachme ou euro ?* », mais la gauche doit décider, si malgré le développement social catastrophique, il se situe en faveur d'une permanence dans l'euro, ou si au contraire il se prononce en faveur d'une reconversion échelonnée vers un système monétaire européen plus flexible. Je suis en faveur d'un retour au système européen de monnaies qui prend en compte les expériences apprises avec ce système monétaire et dont la construction bénéficie à tous les pays qui font en partie.

Le système monétaire européen a fonctionné pendant plusieurs années, non sans difficultés, mais mieux que la monnaie unique. Malgré les tensions inévitables, il a facilité à plusieurs reprises les compromis, qui ont aidé à compenser les différents développements économiques. Et cela parce que les banques centrales des pays membres étaient obligées-malheureusement seulement pour une courte période - à stabiliser les taux de change des associés au système monétaire européen. Dans la zone euro seulement les travailleurs et les retraités espagnols, grecs ou irlandais portent le poids de la dévaluation interne à cause de la baisse de salaires, des réductions dans les retraites et les augmentations d'impôts.

Le système monétaire européen requérait, et il s'agit de cela, à l'opposé de l'euro, un travail progressif conjoint des peuples de l'Europe. À travers des réévaluations et des dévaluations régulières on a évité une trop forte dénivellation de l'économie européenne. Il est bien vrai que la domination de la banque Fédérale Allemande a été un gros problème, mais un beaucoup plus petit que l'actuelle tutelle des Européens par l'économie allemande et le gouvernement Merkel, Schäuble et Gabriel. C'est une question de temps jusqu'à ce que, par exemple, l'Italie reconnaisse un gouvernement qui ne peut plus supporter la lente mais ferme désindustrialisation de son pays.

Il est nécessaire de décentraliser

En ce sens il existe, spécialement parmi la gauche allemande, une *faille* dans la pensée structurelle qui est devenue claire et qui fait tourner le débat sur l'avenir de l'Europe dans une direction erronée. Chacune des exigences sur une réversion des compétences de l'Europe dans la sphère nationale est diffamée comme étant nationaliste ou hostile à

l'Europe. Les conglomérats médiatiques qui défendent les intérêts des grandes entreprises allemandes et les banques jouent la musique d'accompagnement correspondant. Et une grande partie de la gauche tombe dans le piège.

Que la cession de compétences dans la sphère internationale ouvre le chemin au néolibéralisme, c'est quelque chose que l'un des penseurs de cette idéologie, Friedrich August von Hayek, a montré dans un article début 1976. D'où le fait que l'Europe du libre marché et de la libre circulation incontrôlée de capitaux ne sera jamais un projet de gauche.

Depuis le moment où a été mis en évidence à quel point la Commission Européenne et le Parlement Européen sont devenus des béquilles exécutrices du *lobby* financier, transférer plus de compétences au niveau européen équivaut au démontage de la démocratie et de l'état social de droit. À cette conclusion nous aurions dû arriver avant, et je le dis en faisant une autocritique, puisque moi même comme Européen convaincu, j'ai défendu pendant longtemps la politique de transmission de travaux à un niveau européen.

Et voilà c'est lamentable que l'influent philosophe allemand Jürgen Habermas et plusieurs hommes politiques et économistes, qui prennent partie dans cette discussion, continuent de s'accrocher à ce chemin, bien que chaque année il semble plus évident qu'il mène à l'erreur et qu'il mène à l'affrontement de peuples européens entre eux. Le désir de Thomas Mann d'une Allemagne européenne est devenu le contraire. Nous avons une Europe allemande.

Démocratie et décentralisation sont mutuellement requises. Plus grande sera l'union plus elle sera opaque, plus lointaine et moins contrôlable aussi. Le principe de subsidiarité est et reste comme la pierre angulaire de tout ordre dans une société démocratique. Ce qu'au plus bas niveau, à un niveau municipal, il est possible de réguler doit être réglé là. Et au niveau régional ou des pays, au niveau des états nationaux, au niveau de l'UE ou des Nations Unies cela doit fonctionner sur le même principe. Au plus haut niveau on doit seulement transmettre ce qui peut être réglé là vraiment mieux.

Des exemples de transferts erronés il y en a des tas. Nous n'avons pas besoin de casinos qui fonctionnent au niveau mondial, mais des caisses d'épargne, qui peuvent encore être contrôlées. Pour de plus grandes nécessités financières, on a encore besoin pendant de longues années de banques nationales strictement régulées dès le départ. Nous n'avons pas besoin des géants de l'énergie qui opèrent dans toute Europe avec de grandes centrales et des réseaux électriques, mais de centrales municipales qui fonctionnent avec des énergies renouvelables et avec des capacités locales de fourniture.

Les banques nationales émettrices de monnaie ont été sous une pression telle que les portes ont été ouvertes aux flux dérégulés de capitaux et à la spéculation mondiale. Les banques de monnaies devraient faire à nouveau, ce pourquoi elles ont été fondées un jour : financer les états.

La transition à un système monétaire européen renouvelé doit se réaliser pas à pas. Pour réintroduire la drachme par exemple - ce serait un premier pas dans la direction précitée - le BCE devrait appuyer le cours de la monnaie précitée. Peut-être le gouvernement grec devrait avoir demandé à Schäuble qu'il concrétise sa sortie définie de la Grèce de l'Eurozone. Il a promis une refonte des dettes et un appui humain, technique et qui favorisait la croissance.

Développer un « plan B »

Si cette offre était prise au sérieux et l'appui monétaire du BCE était garanti, alors tout ce scénario terrifiant, que les défenseurs de l'euro ont dessiné contre la réintroduction de la drachme, serait privé de sa base. La Grèce aurait alors, comme le Danemark avec la couronne, l'occasion de participer au mécanisme de change des cours

monétaires. C'est surprenant à quel point des économistes de renom international et des experts en monnaie du spectre conservateur et libéral défendent la sortie de la Grèce du système de l'euro.

Le vaillant ministre des Finances grec Yanis Varoufakis, qui avait du mal avec ses collègues ministres des Finances européens pour cela même, parce qu' en fait il comprend quelque chose en économie politique, avait dessiné un scénario pour l'introduction de la drachme. Il voulait avoir un « plan B » dans le cas où Draghi aurait fermé le robinet de l'argent c'est-à-dire il faisait usage de « l'option nucléaire » comme on l'appelle dans les cercles financiers. Et effectivement l'ex-banquier d'investissement a fait l'usage de l'arme précitée. À côté de Schäuble, il est le vrai mauvais garçon de l'Eurozone. Juste après que le gouvernement Syriza prenne le pouvoir à Athènes, la Banque Centrale Européenne a utilisé les mécanismes de torture pour faire agenouiller Tsipras.

La gauche européenne doit développer maintenant un « plan B » au cas où un parti de l'un des membres européens se trouve dans une pareille situation. Le cadre européen doit être reconstruit de telle manière que l'on enlève le pouvoir à la Banque Centrale (qui n'est pas démocratiquement légitimée) d'annuler la démocratie d'un coup de bouton. L'introduction échelonnée d'un nouveau système monétaire européen aplanirait pour cela le chemin. Aussi la gauche allemande doit démasquer le mantra de Merkel selon que « si l'euro meurt, alors l'Europe meurt ». L'euro est devenu un instrument de domination économique de l'économie allemande et du gouvernement allemand en Europe. Une gauche qui veut une Europe démocratique et sociale, doit changer sa politique européenne et choisir de nouveaux chemins.

Oskar Lafontaine*

Original : « [Welche Lehren ziehen wir aus der Erpressung der Syriza-Regierung ?](#) ». [Junge Welt](#), 22 août de 2015.

Une traduction de l'allemand vers l'espagnol pour [El Diario](#) de : Carmela Negrete

[El Diario](#). Espagne, le 21 août 2015.

***Oskar Lafontaine** est un homme politique allemand, né le 16 septembre 1943 à Sarrelouis. Important dirigeant du *Parti social-démocrate d'Allemagne* (SPD) qu'il a présidé de 1995 à 1999, et après de *Alternative Electorale pour le Travail et la Justice Social* (WASG) et membre fondateur, ancien coprésident et actuel porte parole de *Die Linke* crée de la fusion entre du PDS et du WASG le 16 juin 2007.

Traduit de l'espagnol pour [Le Courrier de la diaspora latinoaméricaine](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[Le Courrier de la diaspora latinoaméricaine](#). Paris, le 22 août 2015

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.